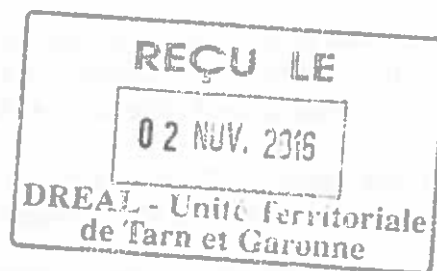


PREFET DE TARN ET GARONNE

DIRECTION DEPARTEMENTALE DES LIBERTES
PUBLIQUES ET DES COLLECTIVITES LOCALES

Bureau des Elections et de la Police Administrative

A.P. n° 82-2016-10-28-001



INSTALLATIONS CLASSEES
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

REGENE
Impasse de Järvenpää
ZI Albasud
82000 MONTAUBAN

ARRETE PREFECTORAL PRESCRIVANT À LA SOCIÉTÉ REGENE
LA RÉHABILITATION DES TERRAINS SIS À MONTAUBAN, IMPASSE DE
JÄRVENPÄÄ

Le préfet de Tarn-et-Garonne,

- VU le titre I^{er} du livre V de la partie législative du code de l'environnement relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le titre 1^{er} du livre V de la partie réglementaire du code de l'environnement, et en particulier son article R.511-9 relatif à la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;
- VU le décret n°2012-384 du 20 mars 2012 modifiant la nomenclature des installations classées ;
- VU la circulaire du Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable en date du 08/02/2007 adressée aux Préfets de département, relative aux modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués ;
- VU le récépissé de déclaration du 01 juin 2005 de changement de nom de la société ELASTIROUTE au profit de la SARL REGENE SUD ;
- VU le récépissé de déclaration n°2006-0811 du 15 mai 2007 délivré à la société REGENE pour l'exploitation d'une plate-forme de stockage et de broyage de pneus usagés non rechapables à MONTAUBAN, Impasse de Järvenpää ;

VU le récépissé de changement d'exploitant n° 2014/0019 délivré au bénéfice de la société GENAN SAS en date du 04 mars 2014 ;

VU les récépissés de déclaration au titre de la loi sur l'eau délivrés les 27 mars 2007 et 20 juillet 2011 au titre des rubriques n° 2.1.5.0 et 3.1.2.0 de la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214.1 du code de l'environnement ;

VU l'arrêté préfectoral n° 82-2016-01-04-011 du 4 janvier 2016 portant délégation de signature de Monsieur Jean-Michel DELVERT, secrétaire général de la préfecture de Tarn-et-Garonne ;

VU l'arrêté n° 2013172-0001 en date du 21/06/2013 délivré à la société REGENE modifiant le tableau de classement des activités et actant l'antériorité des activités soumises à autorisation exercées sur ce site ;

VU le dossier de cessation d'activité déposé par Maître Enjalbert en date du 18 juillet 2016 suite à la liquidation de l'activité de la société GENAN ;

VU le rapport de l'inspection des installations classées en date du 5 août 2016 ;

VU l'avis du CODERST réuni le 23 septembre 2016,

VU le projet d'arrêté porté le 13 octobre 2016 à la connaissance du demandeur et sa réponse du 27 octobre 2016 ;

CONSIDERANT le courrier de maître ENJALBERT en date du 29 septembre 2016 indiquant son incapacité financière à prendre en charge dans le cadre de la cessation d'activité de GENAN, les travaux d'enlèvement des déchets présents sur le site,

CONSIDERANT la convention d'occupation précaire, signée le 13 février 2014, entre la société REGENE (bailleur) et la société GENAN (occupant) qui stipule clairement dans son article 12 la responsabilité de la société REGENE vis-à-vis des déchets présents sur le site,

CONSIDERANT la mise en demeure, du service chargé de la police de l'eau en date du 9 mars 2010, de procéder à l'enlèvement des chips de pneumatiques contenus dans les bassins de rétention d'eaux pluviales,

CONSIDERANT l'engagement pris par la société REGENE dans son dossier de réhabilitation des bassins de récupération d'eau daté du 19/07/2011 relatif à l'enlèvement des déchets de chips de pneumatiques des deux bassins situés sur les zones 1 et 2,

CONSIDERANT que les derniers résultats connus (rapport de la société SAFEGE en date du 6 juillet 2016) montrent que le bassin de rétention des eaux de la zone 2 contient des eaux polluées dont le niveau de matières en suspension totales ne permet pas le rejet dans le milieu naturel,

CONSIDERANT que les travaux d'enlèvement des chips de pneumatiques du bassin situé sur la zone n°1 ont été réalisés en 2012,

CONSIDERANT l'engagement en date du 22 janvier 2013 de la société REGENE de reporter à 2014 la réalisation du nettoyage du bassin situé sur la zone n°2,

CONSIDERANT la présence de merlons destinés à protéger les intérêts des tiers, situés en limite de propriété, des effets thermiques en cas d'incendie du stockage de pneumatiques,

CONSIDERANT que lesdits merlons ont été construits à partir de déchets de pneumatiques et de terre sur une zone inondable indiquée dans le PPRI,

CONSIDERANT qu'en l'absence de stockage de pneumatiques sur le site, ces merlons n'ont plus de raison d'être,

CONSIDERANT qu'il peut être considéré que le dernier exploitant, GENAN SAS, ne peut être à l'origine des nuisances constatées dans la gestion des déchets du site créé par la société REGENE,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

A R R E T E

ARTICLE 1^{er} : SITUATION ADMINISTRATIVE

La Société REGENE, dont le siège social est situé 16 place de l'Iris – Tour CB21 – 92040 Paris est tenue de mettre en œuvre suivant les délais prescrits, les dispositions du présent arrêté pour son ancien site exploité à Montauban - Impasse de Järvenpää.

Le présent arrêté est relatif à la gestion du passif environnemental de la société REGENE repris par la société GENAN SAS. Cet arrêté a pour objectif de traiter les sources de pollution localisées sur les trois zones exploitées par la société REGENE :

- merlons périphériques de protection de la zone 1 du site,
- merlon situé en partie ouest de la zone 2 en limite de propriété avec les terrains occupés par la voie ferrée,
- merlons situés en zone 3 en limite de propriété avec les terrains occupés par la voie ferrée,
- bassin de récupération des eaux météoriques de la zone 2.

La société REGENE est tenue de réaliser dans les six mois les travaux prévus à l'article 2 ci-dessous et de remettre à l'inspection des installations classées un dossier de récolement des travaux réalisés à l'issue de ces travaux.

ARTICLE 2 :

la société REGENE est tenue de faire procéder à :

- l'enlèvement et l'élimination des matériaux constituant les digues situées sur les parties désignées site n°1, site n°2 et site n°3,
- l'enlèvement et l'élimination dans des filières adaptées des déchets de pneumatiques enfouis au niveau du bassin d'orage enterré situé sur la zone 2,
- le raccordement du réseau pluvial existant au milieu naturel le plus proche,

- la réalisation de sondages dans les zones qui n'ont pas été explorées afin de déterminer si d'autres secteurs des zones 1, 2 et 3 n'auraient pas été remblayés avec des déchets de pneumatiques,
- fourniture dans le délai de 3 mois à l'inspection d'un historique des opérations d'aménagement des trois sites ainsi qu'un historique des incidents ou accidents survenus sur ce site,
- dans les six mois après la fin des travaux l'exploitant adressera au Préfet, un rapport de synthèse, en trois exemplaires, qui présentera a minima :
 - les travaux réalisés accompagnés de photographies,
 - les bilans quantitatifs et qualitatifs des déchets, des matériaux, des effluents et des terres polluées traités à l'extérieur de l'établissement,
 - le cas échéant, un bilan des opérations de curage et de nettoyage des réseaux du site,
 - le bilan des teneurs résiduelles mesurées après dépollution dans les sols associé à une cartographie,
 - un bilan des éventuels incidents survenus lors du chantier,
 - un plan de masse où figurent les réseaux d'eau.

Le préfet peut exiger la production des pièces prévues par l'article R.513-2 du code de l'environnement.

Le préfet peut prescrire les mesures propres à sauvegarder les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 dans les conditions prévues par l'article R.513-2 du code de l'environnement.

ARTICLE 3 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Sans préjudice de l'application des articles L.515-27 et L.553-4, les décisions mentionnées au I de l'article L.514-6 et aux articles L.211-6, L.214-10 et L.216-2 peuvent être déférées à la juridiction administrative :

- Par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L.211-1 et L. 511-1, dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage de ces décisions, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

ARTICLE 4 : EXÉCUTION

Le Secrétaire Général de la Préfecture, le Maire de Montauban, le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement, sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont ampliation sera adressée à la Société REGENE à PARIS.

à Montauban, le **28 OCT. 2016**
 Le préfet,
 Pour le préfet,
 Le secrétaire général,

Jean-Michel DELVERI